

ASSOCIATION ADSEA 83

Siège social : 230 rue Marellin Berthelot 83130 La Garde

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

PKF ARSILON Commissariat aux Comptes

Siège social : 3 rue d'Héliopolis, 75017 Paris

Membre de la Compagne Régionale de Versailles et du Centre

ASSOCIATION ADSEA 83

230 rue Marcellin Berthelot

83130 La garde

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ADSEA 83 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur le sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 04/06/2024

Le commissaire aux comptes
PKF ARSILON COMMISSARIAT AUX COMPTES



MOHAMED BOUZDOU

BILAN

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	104 219,40	103 265,77	953,63	14 676,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	197 036,55		197 036,55	197 037,00
Constructions	788 146,21	37 831,02	750 315,19	781 841,00
Autres immobilisations corporelles	2 680 293,69	2 161 841,91	518 451,78	621 832,00
Immob. en cours / Avances et acomptes	11 922,00		11 922,00	2 520,00
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 264 099,67		1 264 099,67	1 239 397,00
ACTIF IMMOBILISE	5 045 717,52	2 302 938,70	2 742 778,82	2 857 303,00
Stocks				
Avances et acomptes versés sur comman	832,41		832,41	117 742,00
Créances				
Usagers et comptes rattachés	4 131 163,90	8 000,00	4 123 163,90	3 151 181,00
Autres créances	1 462 148,67	607 596,03	854 552,64	1 345 230,00
Divers				
Valeurs mobilières de placement	14 182,50		14 182,50	14 045,00
Disponibilités	15 886 629,71		15 886 629,71	8 228 101,00
Charges constatées d'avance	114 638,40		114 638,40	414 821,00
ACTIF CIRCULANT	21 609 595,59	615 596,03	20 993 999,56	13 271 120,00
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	26 655 313,11	2 918 534,73	23 736 778,38	16 128 423,00



BILAN

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	657 052,43	657 052,00
Réserves réglementées	40 000,00	40 000,00
Autres réserves	3 219 247,63	3 220 339,00
Report à nouveau	-4 542 152,93	-3 558 597,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 026 450,52	-841 257,00
Subventions d'investissement	776 462,80	787 465,00
Provisions réglementées	1 076 557,11	1 076 558,00
FONDS PROPRES	2 253 617,56	1 381 560,00
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	342 300,00	490 000,00
Provisions pour charges	1 734 792,00	1 641 806,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 077 092,00	2 131 806,00
Fonds dédiés sur subventions	225 155,77	260 376,00
FONDS DEDIES	225 155,77	260 376,00
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>	885 015,57	910 776,00
<i>Découverts et concours bancaires</i>	13 110 681,44	5 189 929,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	13 995 697,01	6 100 705,00
Emprunts et dettes financières diverses	15 617,92	5 466,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	732 608,10	1 099 592,00
Dettes fiscales et sociales	3 758 862,30	3 842 803,00
Autres dettes	678 127,72	1 283 215,00
Produits constatés d'avance		22 900,00
DETTES	19 180 913,05	12 354 681,00
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	23 736 778,38	16 128 423,00



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	183 795	283 860
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	34 701 815	30 365 984
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	398 431	575 795
Utilisation des fonds dédiés	61 650	83 092
Autres produits	878 127	532 719
Total I	36 223 817	31 841 450
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	11 250 765	11 358 118
Impôts, taxes et versements assimilés	2 131 695	1 621 664
Salaires et traitements	14 156 483	12 344 989
Charges sociales	6 298 254	6 001 998
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	493 793	321 169
Dotations aux provisions	324 212	611 903
Reports en fonds dédiés	26 160	18 494
Autres charges	440 262	416 694
Total II	35 121 624	32 695 029
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 102 194	-853 579
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	336	432
Total III	336	432
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	25 972	4 265
Total IV	25 972	4 265
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-25 636	-3 833



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 076 558	-857 412
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	246 091	180 512
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	30 085	2 753
Total V	276 176	183 265
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	326 000	167 110
Sur opérations en capital	283	
Total VI	326 283	167 110
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-50 107	16 155
Total des produits (I+III+V)	36 500 330	32 025 147
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	35 473 879	32 866 404
EXCEDENT OU DEFICIT	1 026 451	-841 257



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADSEAAV

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 23 736 778 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 1 026 451 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 09/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes en Difficulté du Var (ADSEAAV), dite Sauvegarde du Var, déclarée en sous-préfecture de Toulon le 21 janvier 1958, et issue de l'Association Toulonnaise de Protection de l'Enfance créée le 14 janvier 1947, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'Association a pour but le soutien et l'accompagnement des enfants, des adolescents et des adultes en difficulté.

Pour cela, elle a la capacité à créer et gérer des établissements et structures qui permettent de répondre à ce but et à développer des actions de formation, de recherche, d'études et d'accompagnement, d'agir avec tous les organismes publics et privés nécessaires à ces missions.

L'Association intervient sur l'ensemble du Var. Elle est organisée en 5 Pôles depuis 2013 et la répartition des activités est la suivante:

Ressources : Siège social et Association

Milieu Ouvert : AEMO, AEMO Spécial Jeunes, MJIE, Médiation familiale, Espace Rencontre, DVMO (début mai 2020 pour 18 mois à titre expérimental)

Mineur Non Accompagné : des structures collectives : Mise à l'abri à la Valette du Var, Agora à Cuers, Le Blue à la Seyne, Le Portalet à Hyères, Le Relais à Trans en Provence, et un dispositif d'accompagnement en appartement diffus.

Hébergement : PFS, RCV, RCVR

Soins Santé : CMPP, ACT, ASLL, ESAT, SAVS

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. .

Ainsi que le règlement N°2019-04 du 08 novembre 2019 et le règlement ANC 2014 - 03.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : de 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	104 219			104 219
Immobilisations incorporelles	104 219			104 219
- Terrains	197 037			197 037
- Constructions sur sol propre	788 146			788 146
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 019 316	61 420	2 400	1 078 336
- Matériel de transport	229 551			229 551
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 242 795	116 031	6 362	1 352 464
- Emballages récupérables et divers	19 744	199		19 942
- Immobilisations corporelles en cours	2 520	9 402		11 922
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 499 109	187 052	8 763	3 677 398
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 239 397	24 703		1 264 100
Immobilisations financières	1 239 397	24 703		1 264 100
ACTIF IMMOBILISE	4 842 725	211 755	8 763	5 045 718

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		187 052	24 703	211 755
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		187 052	24 703	211 755
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		8 763		8 763
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		8 763		8 763

Immobilisations incorporelles

la durée d'amortissement (dont logiciels) est de 1 à 10 ans.



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	89 543	13 722		103 266
Immobilisations incorporelles	89 543	13 722		103 266
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	6 305	31 526		37 831
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	802 251	88 456	2 400	888 308
- Matériel de transport	149 819	33 434		183 253
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	922 881	156 415	6 079	1 073 217
- Emballages récupérables et divers	14 623	2 441		17 064
Immobilisations corporelles	1 895 879	312 272	8 479	2 199 673
ACTIF IMMOBILISE	1 985 422	325 994	8 479	2 302 939



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 972 051 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 264 100		1 264 100
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 131 164	4 131 164	
Autres	1 462 149	1 462 149	
Charges constatées d'avance	114 638	114 638	
Total	6 972 051	5 707 951	1 264 100
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

FONDS AVANCES POUR LE COMPTE DES USAGERS

Au 31/12/2023, le montant des fonds avancés aux usagers s'élèvent à 147 504 €. Pour mémoire, en 2022 l'association détenait des fonds reçus ou déposer pour les usagers à hauteur de 523 934€.

En 2023, des comptes bancaires dédiés ont été ouvert à chaque usagers recevant des fonds afin d'isoler ces fonds de la trésorerie de l'Association.

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	794 094
FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	1 400
IJSS	67 228
PRODUITS A RECEVOIR	248 836
Total	1 111 558



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	456 459	172 000	12 863	615 596
Total	456 459	172 000	12 863	615 596
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		172 000	12 863	
Financières				
Exceptionnelles				

Charges financières incluses dans le coût de production

Montant des intérêts inclus dans la valeur des stocks au bilan : 0 euros

	Montant
TOTAL	



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	657 052				657 052
Fonds propres avec droit de re	-826 962	-940 426		143 390	-1 910 778
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 260 339	-1 092		-1	3 259 248
Report à Nouveau	-2 731 637	100 262			-2 631 375
Excédent ou déficit de l'exercice	-841 257	841 257	1 026 451		1 026 451
Situation nette	-482 465	1	1 026 451	143 389	400 598
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	787 465		18 840	31 842	776 463
Provisions réglementées	1 076 558			1	1 076 557
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	1 381 558	1	1 045 291	175 232	2 253 617

Le tableau qui suit, intitulé « Variation des fonds propres », énoncé par l'Art.431-5 du règlement ANC n°2018-06, se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'Art.833-11 du règlement ANC n°2014-03.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	1 076 558			1 076 557
Total	1 076 558			1 076 557
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	142 000	133 300	20 000		255 300
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités	348 000		261 000		87 000
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 641 806	191 062	98 076		1 734 792
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	2 131 806	324 362	379 076		2 077 092
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		324 212	379 076		
Financières					
Exceptionnelles					

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit à congés payés pendant un arrêt maladie et sur la prise de ces congés, issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, sont entrées en vigueur le 24/04/2024.

Compte tenu de l'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association est incertaine. L'Association estime que la sortie de ressource est incertaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas constituer de provision à ce titre dans les comptes 2023.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 18 502 785 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	13 110 681	13 110 681		
- à plus de 1 an à l'origine	885 016	26 493	113 694	744 829
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	15 618	15 618		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	732 608	732 608		
Dettes fiscales et sociales	3 758 862	3 758 862		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	18 502 785	17 644 262	113 694	744 829
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	16 408			
(**) Dont envers les associés				

(**) Autres dettes : 0

Dont créances reçues par legs et donations : 0



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVE	128 624
INTERETS COURUS	799
DETTE POUR CONGES PAYES	1 233 793
DETTE POUR RTT	45 672
PERSONNEL CHARGES A PAYER	1 278
DETTE FCP CET	446 096
Charges sociales sur congés à payer	613 077
CHARGES SOCIALES RTT	26 997
CHARGES SOCIALES A PAYER	390
Total	2 496 727

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	114 638		
Total	114 638		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 40 176 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		1 026 451
SIEGE		243 621
AEMO		145 757
DVMO	214 629	
PFS	56 913	
RESEAU		234 718
RCVR		116 735
ALTERNATIVE	48 310	
AEMO SPECIAL JEUNES	2 915	
CMPP		203 142
MNA RELAIS	34 616	
MNA AGORA		26 642
MNA PORTALET		277 645
MNA MALA/EVAL/OPP		108 417
MNA DIFFUS	392 203	
MNA BLUE		32 865
ACT		29 266
SIE/MIJE		97 007
LHSS		85 360
ESAT SOCIAL		27 204
SAVS		20 140
Part du résultat sur gestion conventionnée	749 586	1 648 519
Part du résultat sur gestion libre		127 518



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 442,2 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres			38	38
Employés			404	404
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total				442

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 239 290 euros.

* Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : 239 290 euros.
(article 30 de la loi n°3006-586 du 23 mai 2006)



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
CAUTION FONDS DE DOTATION La Sauvegarde du Var	3 550 000
Avals et cautions	3 550 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
EQUIPEA	915 000
Autres engagements donnés	915 000
Total	4 465 000

Engagements donnés

Cautions bancaires

L'Association est caution solidaire sur un prêt bancaire souscrit par le fonds de dotation ADSEAAV pour un montant de 3 500 000€. les interets et commissions afferntes à ce pret ne sont pas valorisés.

Prêt bancaire et garantie :

L'association a contracté un prêt environnemental et social EQUIPEA auprès de la Société Générale, à un taux fixe d'un montant de 915 000€

pour l'acquisition immobilière d'un bien situé à Flayosc sur une durée de 300 mois au taux de 2.80%.

La garantie du prêt est une hypothèque de 1er rang sur le bien financé à hauteur de 915 000€.

Les engagements à court terme ne sont pas valorisé (LLD).

Ces contrats représentent en 2023, une charge d'exploitation d'un montant de 573 172€.

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 734 792 euros

Jusqu'au bilan clos du 31/12/2018, l'engagement de retraite était comptabilisé à hauteur des financements accordés par les autorités de tarification au poste fonds dédiés. Au 31/12/2020, l'engagement de retraite a été comptabilisé en provisions pour charges pour son montant total, soit 2 105 794 €.

La quote-part de l'engagement non provisionné au 31/12/2019, 1 577 406€, a été imputé sur les fonds propres au poste Report à nouveaux.

Les valeurs des engagements au 31 12 2023 est de 1 734 792 €.

Ces évaluations ont été réalisées sur la base des données démographiques et salariales au 31/12/2023, dans le respect des principes comptables français (recommandation n°2013-R.02 du 7 novembre 2013 et avis n°2004-05 du 25 mars 2004 de l'ANC) dans le cas d'un départ volontaire en retraite du salarié (hypothèse retenue pour l'évaluations). Dans ces conditions, son indemnité est soumise à charges sociales.

Taux d'actualisation: 3.25%

Taux de progression des salaires : 2.10%

Type de départ : initiative du salarié

Taux de charges sociales patronales : 58.10% pour les cadres et 47.35% pour les non cadres

Taux de mortalité : INSEE 2017-2019

Taux de turn over : 4.89%

Age de départ :

L'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière, le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de

salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
<i>fonds dédiés inve</i>	150 620	150 620	42 800		270	108 090	
<i>fonds dédiés expl</i>	109 756	109 756	18 850		26 160	117 066	
Total	260 376	260 376	61 650		26 430	225 156	

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est inscrite en charge en « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan en « fonds dédiés ».



Autres informations

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation de fonds dédiés ».

Les fonds dédiés constitués au 31/12/2023 s'élèvent à 225 156 €

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

1 Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur,

2 Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

FRAUDE D'UN SALARIE DE L'ASSOCIATION : ETAT DES LIEUX ET CONSEQUENCES SUR LES COMPTES

Au cours du premier trimestre 2021, l'Association a identifié une fraude de la part d'un salarié.

A la date d'arrêté des comptes 2020, le préjudice a été évalué pour la période 2018 à mars 2021 à 274 722€, ce montant a été actualisé par des travaux complémentaires à la somme de 284 556€.

Cette somme est totalement provisionnée au 31/12/2022.

Dans le cadre d'un protocole d'accord, le salarié a reversé la somme de 357 940€.

A la date d'arrêté des comptes, une procédure est en cours ramenant la demande de reversement de la somme de 301 850€

FINANCEMENT DVMO :

Historique

Selon un courrier du Conseil départemental du Var en date du 24 novembre 2021 « notification du prix de journée » le financement du service DVMO est effectué sur :

- La reprise des excédents 2020/2021 du service AEMO à hauteur de 660 000€
- sur les provisions constatées 2017 et rejetées par le service de la tarification à hauteur de 833 069€,
- sur les excédents MNA à l'hotel à hauteur de 133 277€

Pour la période du 01/05/2020 au 30/04/2023, le montant total du financement annoncé est donc de 1 681 969€, il est à noter que la somme arithmétique des éléments affectés par le CD du VAR au financement du DVMO représente 1 570 722€. Il en résulte une insuffisance de financement de 111 247€ par rapport au coût estimé à hauteur de 1 681 969€

En 2023, le résultat du service DVMO est déficitaire de -214 629€

SUIVI DE LA DETTE DU CMPP VIS-A-VIS de l'ARS

Historique

A la suite d'un arrêté tardif du prix de journée 20210 du CMPP, il en ressortait un prix de journée nettement inférieur au prix de séance facturé et débouchait sur une rétroactivité du prix de séance négative. Au regard de la situation exceptionnelle, l'ARS a notifié dans le rapport de tarification qu'elle ne procéderait pas à la rétroactivité du prix de séance et que l'excédent de produit dégagé (soit 737 868.72€) serait repris par tiers à compter du budget prévisionnel 2012.

L'ARS sur les budgets prévisionnels 2012, 2013 et 2014 n'a pas repris cet excédent conformément au rapport de tarification 2010. En 2015, l'ARS a notifié à l'Association le reclassement de cet excédent en dette. Cette dernière est reprise sur 10 ans en diminution des produits sur les budgets prévisionnels à compter de 2015.

Pour respecter les mécanismes comptables de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux, le solde de la dette a été maintenue dans le compte 10686000 (Réserve de compensation).

Suite à un courrier en date du 21/01/2016, le solde de 716 945.08€ au 31/12/2015, l'ARS nous informe que cette dernière sera reprise par dixième jusqu'à extinction.

Cette dette viendra en déduction des charges d'exploitation des budgets prévisionnels et n'entre pas dans le mécanisme comptable de reprise de résultat des établissements sociaux et médico-sociaux. Nous avons alors procédé à son reclassement en compte 46600000 "Excédents de versements".

Au 31/12/2023, ce compte présente un solde de 286 775.08€

